

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 NOVEMBRE 1909.

Proposition de loi modifiant les lois des 10 mai 1900 et 20 août 1903
sur les pensions de vieillesse.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Si la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse a produit d'excellents résultats, il est incontestable qu'elle est susceptible d'améliorations; l'expérience en a indiqué un certain nombre, et dès 1903 le législateur n'a pas hésité à perfectionner partiellement l'œuvre élaborée trois années auparavant. Au mois de décembre 1908, de nouvelles faveurs ont été accordées aux personnes nées en 1843-1844 et 1845. Mais le sort des personnes nées après le 31 décembre 1845 n'est pas encore suffisamment assuré au point de vue de la vieillesse. Depuis longtemps, les sociologues, les hommes d'œuvres, les membres du Parlement, se sont préoccupés de la question et, au moyen d'écrits, de discours, de vœux, etc., ont fait connaître leurs désirs et leurs vues. Le moment semble donc venu de consacrer par la loi des formules destinées à perfectionner l'œuvre de 1900.

Il n'est nullement question dans notre proposition de modifier les principes de la loi; il ne s'agit pas de faire une loi de bienfaisance, mais de renforcer au contraire une loi de prévoyance sociale; tous ceux qui se sont occupés de la question sont d'accord pour déclarer qu'il faut exiger un acte persévérant de prévoyance de la part de ceux qui veulent se constituer une pension de vieillesse.

Le rôle de l'État en cette matière consiste à faciliter l'obtention de la pension, et ici deux voies différentes se présentent au législateur; elles nous sont indiquées du reste toutes deux dans la loi de 1900: ou bien on peut étendre à de nouvelles catégories les faveurs des dispositions transitoires, ou bien on peut élargir le système des primes annuelles.

Appliqués d'une manière uniforme, l'un et l'autre des systèmes prêtent le flanc à la critique; nous croyons que mieux vaudrait combiner les deux systèmes en tenant compte de l'âge des intéressés au moment où ils versent la première fois à la Caisse de Retraite. Notre système consiste donc à créer deux nouvelles catégories de favorisés; et, en effet, en étudiant de près le tableau des rentes élaboré par la Caisse générale d'Épargne et de Retraite,

nous constatons que les personnes âgées au 1^{er} janvier 1910 de 50 à 64 ans, c'est-à-dire toutes celles qui sont nées après le 31 décembre 1845 jusqu'au 1^{er} janvier 1860, ne peuvent plus, sinon par un effort au-dessus de leurs moyens, acquérir, à l'âge de 65 ans, une pension de 65 francs, minimum jugé indispensable aux travailleurs belges par la législation de 1900. Nous constatons, en effet, que les versements personnels et annuels à capital abandonné dépasseraient la somme de 20 francs à l'âge de 51 ans et iraient en augmentant dans de fortes proportions d'année en année, d'après l'âge du titulaire lors du premier versement. On ne peut exiger pareil sacrifice de la grande masse des intéressés; nous ne pourrions donc appliquer le système du renforcement des primes instauré en 1903, car il faudrait les augmenter dans des proportions qui leur enlèveraient ce caractère.

La loi de 1903 n'a pas répondu à l'attente de ses auteurs : ses résultats ne sont guère encourageants.

Le tableau suivant est à ce point de vue très suggestif. Nous le tirons du rapport de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite pour l'année 1908, page 58. Il donne la situation exacte du nombre des affiliés au 31 décembre 1908.

Année de naissance.	Nombre de comptes.
1843	22,109 (1)
1844	21,701
1845	20,951
1846	5,176
1847	4,700
1848	4,692
1849	5,541
1850	5,347
1851	5,264
1852	5,650
1853	6,002
1854	6,597
1855	6,534
1856	7,460
1857	8,180
1858	8,645
1859	9,593
1860	9,607

Si la moyenne pour les trois années 1843, 1844 et 1845 est de 21,587, pour les quinze années suivantes elle tombe à 6,599, et cela malgré les avantages de la loi de 1903. Ces quinze années ne donnent que 98,998 titulaires, tandis que les titulaires des années 1843-44 et 45 sont au nombre de 64,761. Constatons aussi que le nombre des titulaires va en diminuant en raison directe de l'âge; ceci confirme notre thèse.

(1) Le chiffre pour 1843 se répartit comme suit :

Affiliés n'ayant pas encore touché la pension	11,662
Affiliés l'ayant touchée	10,447
Total.	22,109

A quelles causes faut-il attribuer cette abstention des personnes nées entre 1846 et 1860? Nous ne croyons pas nous tromper en affirmant que les avantages attachés aux versements de ces personnes ne compensent pas les sacrifices à faire pour l'octroi d'une pension raisonnable, et cela malgré le renforcement des primes effectué par la loi de 1903. Pour amener ces personnes à effectuer des versements, il est de toute nécessité de leur assurer de plus grands avantages; et puisque le système du renforcement des primes est insuffisant, il faut recourir au système esquissé dans la loi de 1900 et assurer à toutes ces personnes une rente de 65 francs au moins. Mais, et c'est ici que nous touchons au nœud de la question, il ne s'agit pas de faire une loi de bienfaisance; nous l'avons dit et nous tenons à le répéter, il faut demander un effort à l'intéressé, effort persévérant, mais possible; la rente ne peut pas être accordée gratuitement; ce n'est pas une prime à l'imprévoyance, voire même à l'inconduite, que nous distribuons, mais en exigeant de l'intéressé un versement annuel de 6 francs, par exemple, ou fr. 0.50 par mois, nous aurons développé chez lui et chez les siens l'esprit de prévoyance et de self-help dont on fait tant de cas aujourd'hui et à juste titre. Le système consiste donc à compléter la rente acquise au moyen de ces versements, et cela jusqu'à concurrence de 65 francs à l'âge de 65 ans.

Le tableau suivant nous indiquera quelle sera l'importance du sacrifice demandé aux finances publiques.

TABLEAU A.

Constitution de rentes différées à la Caisse de Retraite.

Année de naissance.	Age de l'entrée en jouissance.	Somme à verser annuellement à capital abandonné.	Montant approximatif de la rente annuelle et viagère.
—	—	—	—
1846	65 ans	6.00.	6.00
1847	—	—	8.30
1848	—	—	10.70
1849	—	—	14.00
1850	—	—	15.00
1851	—	—	16.00
1852	—	—	19.00
1853	—	—	22.00
1854	—	—	23.00
1855	—	—	25.00
1856	—	—	26.00
1857	—	—	28.00
1858	—	—	31.00
1859	—	—	33.00
1860	—	—	35.00

Nous constatons que ce sacrifice ira en diminuant chaque année, si l'on

considère les catégories d'intéressés ; il variera de 59 à 50 francs ; dans son ensemble, il ira en augmentant pendant une période de 12 à 13 années, restera stationnaire pendant un laps de temps de 5 à 6 ans, pour décroître ensuite assez rapidement.

Remarquons aussi que c'est en 1911 que les allocations gratuites des dispositions transitoires de la loi de 1900 auront atteint leur apogée ; dès 1912 elles diminueront rapidement ; nous y trouverons donc une partie des ressources nécessités par cette proposition.

Nous exigeons encore que les versements personnels soient effectués à capital abandonné : on ne peut oublier que la loi sur les pensions de vieillesse a pour but d'assurer aux affiliés le maximum de rente, et non de leur créer un patrimoine. Comme on l'a dit souvent, si l'on trouve des inconvénients à l'abandon du capital, il est aisé d'y apporter un correctif en combinant la pension de retraite avec l'assurance-vie.

Les compléments d'allocation que nous prévoyons ici seraient accordés aux ouvriers ou anciens ouvriers exclusivement ; nous conservons donc une des conditions des dispositions transitoires de la loi de 1900, mais nous supprimons la condition du besoin ; celle-ci a suscité trop de récriminations, souvent justifiées, pour la maintenir ; il est du reste peu logique d'exiger la condition du besoin, alors qu'on demande un versement annuel de 6 francs ; cette condition du besoin permet aux comités de patronage d'accorder l'allocation à des indignes parce qu'ils sont dans le besoin, tandis qu'elle interdit aux mêmes organismes d'octroyer l'allocation à de vieux ouvriers ayant acquis, par leur travail et leur esprit de l'épargne, un patrimoine qui leur assure un revenu supérieur à 560 francs. Cette condition a parfois aussi comme résultat d'entraver l'expression de la piété filiale, quand elle prive de l'allocation les vieux ouvriers recueillis par leurs enfants. Pour éviter ces graves inconvénients, nous supprimons la notion du besoin, pour nous en tenir principalement aux conditions d'âge, de profession et de versement annuel.

C'est la portée de l'article 2 de notre proposition.

Grâce à cette nouvelle extension de la loi, les dispositions de la loi de 1903 viennent à disparaître pour tous les ouvriers et anciens ouvriers, mais elles sont maintenues pour toutes les autres catégories d'affiliés, notamment pour les artisans, employés, petits commerçants, cultivateurs, etc., c'est en ce sens que nous modifions par notre article 3, l'article unique de la loi du 20 août 1903.

*
* *

Une autre catégorie de personnes se trouvent aussi, mais dans des proportions moindres, privées des avantages de la loi de 1900 : ce sont celles nées de 1860 à 1870, c'est-à-dire âgées au 1^{er} janvier 1910 de 40 à 50 ans.

Pour celles-ci encore, les versements personnels des affiliés sont trop considérables, si l'Etat ne vient pas à leur secours.

Voici d'après la Caisse générale d'Épargne et de Retraite les versements annuels nécessaires pour obtenir une pension de 65 francs à 65 ans :

Age de l'intéressé.	Versement annuel.
40 ans.	fr. 10.25
41 —	10.96
42 —	11.76
43 —	12.64
44 —	13.62
45 —	14.73
46 —	15.93
47 —	17.33
48 —	18.89
49 —	20.70
50 —	22.72

Ici encore on ne peut exiger de l'ouvrier que ce qu'il peut raisonnablement mettre de côté pour sa pension de vieillesse; n'oublions pas qu'à cette période de sa vie, les charges familiales pèsent sur lui et grèvent fortement son budget. Nous ne croyons donc pas pouvoir exiger un effort supérieur à 6 francs par an.

Dans cette hypothèse, le système proposé consistera dans le renforcement de la prime, et voici comment il se présente dans ses détails :

Age de l'intéressé.	Versement annuel intégral.	Versement de l'affilié.	Subsides de l'État.	Par franc versé.
40 ans.	10.25	6.00	4.25	0.70
41 —	10.96	—	4.96	0.80
42 —	11.76	—	5.76	0.96
43 —	12.64	—	6.64	1.11
44 —	13.62	—	7.62	1.27
45 —	14.73	—	8.73	1.45
46 —	15.93	—	9.93	1.65
47 —	17.33	—	11.33	1.88
48 —	18.89	—	13.89	2.15
49 —	20.70	—	14.70	2.45
50 —	22.72	—	16.72	2.78

Dans notre article premier, nous arrondissons au décime les fractions de la dernière colonne.

Ce système est de nature, croyons-nous, à donner satisfaction à tous et il n'obère pas les finances de l'État. Si nous adoptons pour cette catégorie d'affiliés le système du renforcement des primes, c'est dans le but de ne pas trop charger l'avenir; au point de vue technique, il est incontestable que le système de la capitalisation est supérieur à celui de la répartition; aussi y revenons-nous, du moment que les circonstances le permettent; si nous nous en écartons dans notre article 2, ce n'est qu'à titre transitoire, et pour arriver avec plus de certitude au but poursuivi qui est d'accorder immédiatement les avantages d'une pension aux intéressés pour lesquels l'âge déjà avancé est un obstacle à la formation d'une rente au moyen de versements annuels longuement répétés.

Dans nos calculs, nous n'avons pas tenu compte des subsides accordés par les provinces, les communes ou les administrations de bienfaisance; ceux-ci sont en effet trop variables, et du reste ils ne constituent que des appoints qui ne peuvent en rien infirmer la thèse que nous avons développée, c'est-à-dire que les dispositions légales actuelles sont insuffisantes pour aboutir à une rente raisonnable pour toutes les personnes âgées actuellement de plus de 40 ans.

Nous ne pouvions également pas tenir compte des primes et subsides accordés par les industriels et patrons; trop peu malheureusement parmi eux sont entrés dans la voie qui leur a été indiquée par le rapporteur de la loi de 1900, le regretté M. Nyssens. Au 31 décembre 1907, le nombre de mutualités patronales ne s'élève qu'à 227, chiffre notoirement insuffisant; il est vrai qu'un certain nombre de patrons allouent des primes à leurs ouvriers affiliés à une société mutualiste; mais ceux-ci ne constituent qu'une minime minorité, et l'on constate avec regret l'indifférence dont fait preuve le trop grand nombre à cet égard. Peut-être le Gouvernement pourrait-il accorder des faveurs spéciales aux industriels et patrons qui entrent résolument dans cette voie?

Nous estimons que la proposition que nous avons l'honneur de soumettre aux délibérations et au vote de la Chambre étendra dans des proportions considérables les avantages de la loi sur les pensions de vieillesse.

Chev. DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.



PROPOSITION DE LOI

modifiant les lois des 10 mai 1900 et 20 août 1903 sur les pensions de vieillesse.

ARTICLE PREMIER.

L'article 8, alinéas 2 et suivants de la loi du 10 mai 1900 sont remplacés par les dispositions suivantes :

A partir du 1^{er} janvier 1910 le montant de la prime annuelle est porté, à concurrence des 6 premiers francs versés, à :

0.70 par franc pour les personnes nées en 1870.			
0.85	—	—	1869.
1.00	—	—	1868.
1.10	—	—	1867.
1.25	—	—	1866.
1.45	—	—	1865.
1.65	—	—	1864.
1.90	—	—	1863.
2.15	—	—	1862.
2.50	—	—	1861.
2.75	—	—	1860.

ART. 2.

L'article 9 de la loi du 10 mai 1900 est complété par la disposition suivante :

Une allocation annuelle sera accordée à tous les ouvriers ou anciens ouvriers belges, ayant une résidence en Belgique, nés après le 31 décembre 1845 et avant le 1^{er} janvier 1860.

Cette allocation leur sera accordée au fur et à mesure qu'ils atteindront l'âge de 65 ans, à la condition qu'ils aient effectué, sans interruption, à partir de 1910, un versement annuel de 6 francs à capital abandonné à la Caisse générale de

WETSVOORSTEL

waarbij de wetten van 10 Mei 1900 en 20 Augustus 1903 op de ouderspansioenen worden gewijzigd.

EERSTE ARTIKEL.

De alinea's 2 en volgende van artikel 8 der wet van 10 Mei 1900 worden vervangen door de hieronderstaande bepalingen :

Te rekenen van 1 Januari 1910, wordt de jaarlijksche premie, tot bedrag van de eerste 6 gestorte frank, gebracht tot op :

0.70 per frank voor de personen geboren in 1870			
0.85	—	—	1869
1.00	—	—	1868
1.10	—	—	1867
1.25	—	—	1866
1.45	—	—	1865
1.65	—	—	1864
1.90	—	—	1863
2.15	—	—	1862
2.50	—	—	1861
2.75	—	—	1860

ART. 2.

Artikel 9 der wet van 10 Mei 1900 wordt aangevuld door de volgende bepaling :

Aan alle Belgische werklieden of oudwerklieden, die een verblijf in België hebben en zijn geboren na 31 December 1845 en vóór 1 Januari 1860, wordt eene jaarlijksche tegemoetkoming verleend.

Deze tegemoetkoming wordt hun toegestaan naarmate dat zij den leeftijd van 65 jaar bereiken, op voorwaarde dat zij, zonder onderbreking, van 1910 af, door bemiddeling van eene maatschappij tot onderlingen bijstand, 6 frank per jaar,

retraite, par l'intermédiaire d'une société mutualiste.

Le montant de l'allocation aura pour effet de parfaire, jusqu'à concurrence de 65 francs, le montant de la rente acquise par les versements des intéressés.

ART. 3.

L'article unique de la loi du 20 août 1903 est modifié comme suit :

Pour toutes les personnes qui ne se trouvent pas dans les conditions requises par l'article 2, le montant de la prime annuelle est porté, à concurrence des six premiers francs versés, à :

1.00 fr. par franc pour les intéressés nés du 1^{er} janvier 1835 au 31 décembre 1859;

1.50 fr. par franc pour les intéressés nés du 1^{er} janvier 1850 au 31 décembre 1854;

2.00 fr. par franc pour les intéressés nés avant le 31 décembre 1849.

met afstand van kapitaal, hebben gestort in de Algemeene Pensioenkas.

De tegemoetkoming heeft ten gevolge het bedrag der rente, door de stortingen van de belanghebbenden verworven, aan te vullen tot op de som van 65 frank.

ART. 3.

Het eenig artikel der wet van 20 Augustus 1903 wordt gewijzigd als volgt :

Voor alle personen die niet voldoen aan de voorwaarden vereischt bij artikel 2, wordt de jaarlijksche premie, tot bedrag van de zes eerste gestorte frank, gebracht tot op :

1.00 fr. per frank voor de belanghebbenden die zijn geboren van 1 Januari 1855 tot 31 December 1859;

1.50 fr. per frank voor de belanghebbenden die zijn geboren van 1 Januari 1850 tot 31 December 1854;

2.00 fr. per frank voor de belanghebbenden die zijn geboren vóór 31 December 1849.

Chev. DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

J. MAENHAUT.

Eug. STANDAERT.

Alph. VERSTEYLEN.

Em. TIBBAUT.

D^r V. DELPORTE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 NOVEMBER 1909.

Wetsvoorstel waarbij worden gewijzigd de wetten van 10 Mei 1900
en 20 Augustus 1903 op de ouderdomspensioenen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Heeft de wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen uitmuntende uitslagen opgeleverd, buiten kijf is zij vatbaar voor verbetering; de ervaring heeft er sommige doen kennen en reeds in 1903 verbeterde de wetgever gedeeltelijk het werk van drie jaren te voren. In December 1908 werden nieuwe voordeelen verschaft aan hen die zijn geboren in 1843, 1844 en 1845. Doch, wat betreft het ouderdomspensioen, is het lot van hen, die na 31 December 1845 zijn geboren, nog niet genoeg verzekerd. Sedert lang houden sociologen, voorstanders van maatschappelijke instellingen, leden der Kamer, zich onledig met het vraagstuk; in geschriften, redevoeringen, wenschen, enz., geven zij lucht aan hunne verlangens en inzichten. Derhalve schijnt het oogenblik gekomen om door eene wet te bekrachtigen de formules die het werk van 1900 moeten verbeteren.

Ons voorstel wil geenszins de beginselen der wet wijzigen; wij bedoelen niet eene weldadigheidswet te maken, integendeel willen wij eene wet van sociale voorzorg versterken; allen, die zich met de zaak inlieten, zijn het er over eens dat eene bestendige daad van voorzorg dient te worden geëischt van hen die verlangen een ouderdompensioen te verwerven.

Staats rol, in deze zaak, is enkel het verkrijgen van het pensioen te vergemakkelijken: hiertoe heeft de wetgever de keus tusschen twee middelen, die overigens beide zijn aangeduid in de wet van 1900: of men kan de weldaad van de overgangsbepalingen uitstrekken tot nieuwe klassen, of men kan het stelsel der jaarlijksche premien uitbreiden.

Past men ze op gelijke wijze toe, dan is zoowel het een als het ander stelsel vatbaar voor critiek; wij achten het beter de twee stelsels in overeenstemming te brengen, rekening houdende met den leeftijd der belanghebbers op 't oogenblik dat zij hunne eerste storting ter Pensioenkas doen. Met ons stelsel zijn er dus twee nieuwe reeksen begunstigden. Trouwens,

wanneer we van nabij beschouwen de tabel der renten, opgemaakt door de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, bevinden wij dat de personen die op 1 Januari 1910 van 50 tot 64 jaar oud zijn, 't is te zeggen allen die zijn geboren na 31 December 1845 tot 1 Januari 1860, nog slechts door eene inspanning, die hunne middelen te boven gaat, op den leeftijd van 65 jaar een pensioen van 65 frank kunnen ontvangen, minimum door de wet van 1900 als onontbeerlijk beschouwd voor oude arbeiders. Wij bevinden inderdaad dat de persoonlijke jaarlijksche stortingen, met afstand van kapitaal, meer dan 20 frank zouden bedragen op den leeftijd van 51 jaar en steeds zeer zouden toenemen van jaar tot jaar, naar gelang van den leeftijd van den titularis bij de eerste storting. Dergelijk offer is niet te vergen van de groote massa der belanghebbenden; daarom ook kunnen wij het stelsel der premiën, in 1903 ingevoerd, niet verscherpen, want men zou die zoozeer moeten verhoogen dat zij dit karakter zouden verliezen.

De wet van 1903 beantwoordde niet aan de verwachting van hen die ze tot stand brachten; hare uitslagen zijn weinig aanmoedigend.

In dat opzicht is de hieraan toegevoegde tabel zeer leerrijk. Wij vonden ze in het verslag der Algemeene Spaar- en Lijfrentekas over het jaar 1908, blz. 58. Zij geeft ons den nauwkeurigen staat van het getal aangeslotenen op 31 December 1908.

Geboortejaar.	Getal rekeningen.
1843	22,109 (1)
1844	21,701
1845	20,951
1846	5,176
1847	4,700
1848	4,692
1849	5,541
1850	5,347
1851	5,264
1852	5,650
1853	6,002
1854	6,597
1855	6,534
1856	7,460
1857	8,180
1858	8,645
1859	9,593
1860	9,607

(1) Het cijfer voor 1843 wordt onderverdeeld als volgt :

Aangeslotenen die nog geen pensioen trokken	11,662
Die het trokken	10,447
Te zamen.	<u>22,109</u>

Zoo, voor de drie jaren 1843, 1844 en 1845, het gemiddeld cijfer 21,387 bedraagt, daalt het voor de volgende 15 jaren tot 6,599, ondanks de voordeelen der wet van 1903. Deze vijftien jaren geven slechts 98,998 titularissen, terwijl de titularissen van de jaren 1843-44 en 45 ten getale van 64,761 zijn. Stippen wij tevens aan, dat het getal titularissen afneemt naar gelang van den leeftijd. Dit staft onze stelling.

Aan welke oorzaken moet worden toegeschreven de onthouding van personen, geboren tusschen 1846 en 1860? We denken ons niet te vergissen, wanneer wij vooruitzetten dat de voordeelen, verbonden aan de stortingen van die lieden, niet opwegen tegen de te brengen offers om een redelijk pensioen te bekomen, ondanks de verhooging der premiën ten gevolge van de wet van 1903. Om deze lieden er toe te brengen stortingen te doen, is het volstrekt noodig hun grootere voordeelen aan te bieden, en, vermits de verhooging der premiën ontoereikend is, moet men zijn toevlucht nemen tot het stelsel waarvan het beginsel in de wet van 1900 werd opgenomen, en al die lieden eene rente van ten minste 65 frank verzekeren. Doch, — en hier betreft het den grond der zaak, — het is er niet om te doen eene liefdadigheidswet te maken, maar wel, zooals wij reeds zegden en nog eens herhalen, den belanghebbende eene volhardende, doch mogelijke inspanning te vragen; de rente moet niet kosteloos worden verleend, 't is geene premie voor het gebrek aan voorzorg die wij toekennen, 't is geene premie voor wangedrag, doch, wanneer wij van den belanghebbende eene jaarlijksche storting van bijvoorbeeld 6 frank per jaar of 50 centiemen per maand vergen, zullen wij hebben ontwikkeld, bij hem en de zijnen, het begrip van vooruitzicht en zelfhulp, waaraan thans, en met reden, zooveel belang wordt gehecht. Het stelsel is dus : met deze stortingen de verworven rente aan te vullen, en wel tot een bedrag van 65 frank op den leeftijd van 65 jaar.

De hieronderstaande tabel zal ons bewijzen de hoegrootheid van het offer dat wij van 's Lands financiën verwachten :

TABEL A.

Vestiging van verdaagde renten ter Lijfrentekas.

Geboortejaar.	Leeftijd waarop de rente wordt genoten.	Jaarlijks te storten som met afstand van kapitaal.	Nabijkomend bedrag van de jaarlijksche en levenslange rente.
1846 . . .	65 jaar.	6.00	6.00
1847 . . .	—	—	8.30
1848 . . .	—	—	10.70
1849 . . .	—	—	14.00
1850 . . .	—	—	15.00
1851 . . .	—	—	16.00
1852 . . .	—	—	19.00
1853 . . .	—	—	22.00
1854 . . .	—	—	23.00
1855 . . .	—	—	25.00
1856 . . .	—	—	26.00
1857 . . .	—	—	28.00
1858 . . .	—	—	31.00
1859 . . .	—	—	33.00
1860 . . .	—	—	35.00

We stellen vast, dat die opoffering ieder jaar zal verminderen, gezien de klassen van belanghebbenden; het zal bedragen van 59 tot 30 frank; over het geheel zal het toenemen gedurende 12 tot 15 jaren; gedurende 5 tot 6 jaren zal het onveranderd blijven, en vervolgens nog al snel afnemen.

Wij stellen insgelijks vast dat, in 1911, de kostelooze tegemoetkomingen volgens de overgangsbepalingen der wet van 1900 haar toppunt zullen bereiken; te beginnen met 1912 zullen zij spoedig afnemen; daarin vinden wij dus een deel van de geldmiddelen, door dit voorstel benoodigd.

Verder eischen wij nog dat de persoonlijke stortingen geschieden met afstand van het kapitaal: men mag niet uit het oog verliezen, dat de wet op de ouderdomspensioenen ten doel heeft, den aangeslotenen het maximum der rente en niet een erfgoed te bezorgen. Dikwijls is gezegd dat, zoo men bezwaren ziet in het afstaan van het kapitaal, het gemakkelijk is dit te verhelpen door het pensioen te doen samengaan met de levensverzekering.

De door ons hier voorziene aanvullende tegemoetkomingen zouden uitsluitend den werklieden of oud-werklieden worden verleend; dus behouden wij eene der voorwaarden van de overgangsbepalingen der wet van 1900, doch wij schaffen af de voorwaarde van behoeftig zijn; hierover werd al te veel en terecht geklaagd dan dat zij gehandhaafd worde; het is overigens weinig logisch, de voorwaarde van behoeftigheid te eischen, wanneer men eene jaarlijksche storting van 6 frank vraagt; deze voorwaarde van behoeftigen toestand veroorlooft de beschermingscomiteiten het pensioen te verleenen aan onwaardigen, omdat zij in nood verkeerden, terwijl zij aan dezelfde instellingen verbiedt het toe te kennen aan oude arbeiders, die door werk en spaarzaamheid een vermogen verwierven, dat hun een hooger inkomst dan 360 frank verzekert. Deze voorwaarde heeft ook soms ten gevolge, dat de uiting van kinderlijken eerbied wordt belemmerd, wanneer zij arme werklieden, opgenomen door hunne kinderen, van het pensioen berooft. Om deze erge bezwaren te vermijden, laten wij de voorwaarde van behoeftigen toestand weg en houden ons hoofdzakelijk aan de voorwaarden van leeftijd, beroep en jaarlijksche storting.

Daartoe strekt het tweede artikel van ons voorstel.

Dank zij deze nieuwe uitbreiding der wet, vervallen de bepalingen der wet van 1905 voor al de werklieden en oud-werklieden, doch zij blijven van kracht voor al de andere klassen van aangeslotenen, met name voor de ambachtslieden, beambten, kleinhandelaars, landbouwers, enz. In dien zin wordt het eenig artikel der wet van 20 Augustus 1903 door ons artikel 3 gewijzigd.

*
**

Nog eene andere klasse van lieden is, doch in kleinere verhouding, beroofd van de weldaden der wet van 1900, namelijk zij die zijn geboren van 1860 tot 1870, 't is te zeggen die op 1 Januari 1910 van 40 tot 50 jaar oud zijn.

Ook voor dezen zijn de persoonlijke stortingen der aangeslotenen te aanzienlijk, indien de Staat niet bijspringt.

Ziehier, volgens de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, de noodige jaarlijksche stortingen om op den leeftijd van 65 jaar een pensioen van 65 frank te bekomen :

Leeftijd van den belanghebbende.	Jaarlijksche storting.
40 jaar	10,23
41 —	10,96
42 —	11,76
43 —	12,64
44 —	13,62
45 —	14,73
46 —	15,93
47 —	17,33
48 —	18,89
49 —	20,70
50 —	22,72

Hier ook kan men van den werkman maar eischen wat hij redelijk kan uitsparen voor zijn ouderdomspensioen; vergeten wij niet dat op dit tijdstip zijns levens de familielasten op hem drukken en zijne begrooting grootelijks bezwaren. Daarom ook meenen wij geen hoogere storting te mogen eischen dan 6 frank per jaar.

In deze onderstelling, zal de voorgestelde regeling bestaan in de vermeerdering van de premie, zooals het hier omstandig is uiteengezet :

Leeftijd van den betrokkene.	Algeheele jaarlijksche storting.	Storting van den aangeslotene.	Staats- toelagen.	Per gestorten frank.
40 jaar . . .	10.23	6.00	4.23	0.70
41 — . . .	10.96	—	4.96	0.80
42 — . . .	11.76	—	5.76	0.96
43 — . . .	12.64	—	6.64	1.11
44 — . . .	13.62	—	7.62	1.27
45 — . . .	14.73	—	8.73	1.45
46 — . . .	15.93	—	9.93	1.63
47 — . . .	17.33	—	11.33	1.88
48 — . . .	18.86	—	13.89	2.15
49 — . . .	20.70	—	14.70	2.45
50 — . . .	22.72	—	16.72	2.78

In ons artikel 1 wordt de breuk der laatste kolom afgerond tot een decime.

Wij denken dat dit stelsel van aard is om allen te bevredigen. Het drukt daarenboven niet te zwaar op Staats financiën. Zoo wij, voor die klasse van aangeslotenen, aannemen het stelsel van versterking der premiën, dan is het om de toekomst niet al te veel te bezwaren; in een technisch opzicht is het onbetwistbaar dat het stelsel der kapitaliseering beter is dan dit van den omslag; ook komen wij daartoe terug van 't oogenblik dat de omstandigheden het toelaten; zoo wij daarvan afwijken in ons artikel 2, is het maar bij wijze van overgang, om met meer zekerheid te geraken tot het beoogde doel: onmiddellijk een pensioen te verstrekken aan de belanghebbenden wier reeds gevorderde leeftijd verhindert eene rente te vestigen door middel van lang herhaalde jaarlijksche stortingen.

In onze berekeningen lieten wij onverlet de toelagen verstrekt door provinciën, gemeenten of weldadigheidsbesturen ; deze zijn immers al te veranderlijk en gelden overigens slechts als bijdragen die van geen invloed kunnen zijn op de door ons uiteengezette stelling, 't iste zeggen dat de bestaande wetsbepalingen ontoereikend zijn om eene redelijke rente te verschaffen aan al de personen die thans meer dan 40 jaar oud zijn.

Insgelijks konden wij geen rekening houden met de premiën en toelagen, verleend door nijveraars en patroons ; ongelukkig hebben te weinigen hunner den weg betreden, hun aangewezen door den betreurden heer Nyssens, verslaggever der wet van 1900. Op 31 December 1907 beloopt het getal patronale mutualiteiten slechts 227, wat blijkbaar een ontoereikend cijfer is ; weliswaar verleen en zeker getal patroons premiën aan hunne werklieden die zijn aangesloten bij eene maatschappij van onderlingen bijstand, doch ze zijn slechts eene zeer kleine minderheid ; met leedwezen ziet men de onverschilligheid, in dat opzicht, door de meesten aan den dag gelegd. Wellicht kan de Regeering bijzondere gunsten verleen en aan de nijveraars en patroons die dezen weg vastberaden inslaan ?

Wij achten dat het voorstel, 't welk wij de eer hebben aan de beraadslagingen en aan de stemming der Kamer te onderwerpen, de weldaden van de wet op de ouderdomspensioenen merkelyk zal uitbreiden.

RIDDER DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

PROPOSITION DE LOI

modifiant les lois des 10 mai 1900 et 20 août 1903 sur les pensions de vieillesse.

ARTICLE PREMIER.

L'article 8, alinéas 2 et suivants de la loi du 10 mai 1900 sont remplacés par les dispositions suivantes :

A partir du 1^{er} janvier 1910 le montant de la prime annuelle est porté, à concurrence des 6 premiers francs versés, à :

0.70 par franc pour les personnes nées en 1870.			
0.85	—	—	1869.
1.00	—	—	1868.
1.10	—	—	1867.
1.25	—	—	1866.
1.45	—	—	1865.
1.65	—	—	1864.
1.90	—	—	1863.
2.15	—	—	1862.
2.50	—	—	1861.
2.75	—	—	1860.

ART. 2.

L'article 9 de la loi du 10 mai 1900 est complété par la disposition suivante :

Une allocation annuelle sera accordée à tous les ouvriers ou anciens ouvriers belges, ayant une résidence en Belgique, nés après le 31 décembre 1845 et avant le 1^{er} janvier 1860.

Cette allocation leur sera accordée au fur et à mesure qu'ils atteindront l'âge de 65 ans, à la condition qu'ils aient effectué, sans interruption, à partir de 1910, un versement annuel de 6 francs à capital abandonné à la Caisse générale de

WETSVOORSTEL

waarbij de wetten van 10 Mei 1900 en 20 Augustus 1903 op de ouderspensionoenen worden gewijzigd.

EERSTE ARTIKEL.

De alinea 2 en volgende van artikel 8 der wet van 10 Mei 1900 worden vervangen door de hieronderstaande bepalingen :

Te rekenen van 1 Januari 1910, wordt de jaarlijksche premie, tot bedrag van de eerste 6 gestorte frank, gebracht tot op :

0.70 per frank voor de personen geboren in 1870			
0.85	—	—	1869
1.00	—	—	1868
1.10	—	—	1867
1.25	—	—	1866
1.45	—	—	1865
1.65	—	—	1864
1.90	—	—	1863
2.15	—	—	1862
2.50	—	—	1861
2.75	—	—	1860

ART. 2.

Artikel 9 der wet van 10 Mei 1900 wordt aangevuld door de volgende bepaling :

Aan alle Belgische werklieden of oudwerklieden, die een verblijf in België hebben en zijn geboren na 31 December 1845 en vóór 1 Januari 1860, wordt eene jaarlijksche tegemoetkoming verleend.

Deze tegemoetkoming wordt hun toegestaan naarmate dat zij den leeftijd van 65 jaar bereiken, op voorwaarde dat zij, zonder onderbreking, van 1910 af, door bemiddeling van eene maatschappij tot onderlingen bijstand, 6 frank per jaar,

retraite, par l'intermédiaire d'une société mutualiste.

Le montant de l'allocation aura pour effet de parfaire, jusqu'à concurrence de 65 francs, le montant de la rente acquise par les versements des intéressés.

ART. 3.

L'article unique de la loi du 20 août 1903 est modifié comme suit :

Pour toutes les personnes qui ne se trouvent pas dans les conditions requises par l'article 2, le montant de la prime annuelle est porté, à concurrence des six premiers francs versés, à :

1.00 fr. par franc pour les intéressés nés du 1^{er} janvier 1855 au 31 décembre 1859;

1.50 fr. par franc pour les intéressés nés du 1^{er} janvier 1850 au 31 décembre 1854;

2.00 fr. par franc pour les intéressés nés avant le 31 décembre 1849.

met afstand van kapitaal, hebben gestort in de Algemeene Pensioenkas.

De tegemoetkoming heeft ten gevolge het bedrag der rente, door de stortingen van de belanghebbenden verworven, aan te vullen tot op de som van 65 frank.

ART. 3.

Het eenig artikel der wet van 20 Augustus 1903 wordt gewijzigd als volgt :

Voor alle personen die niet voldoen aan de voorwaarden vereischt bij artikel 2, wordt de jaarlijksche premie, tot bedrag van de zes eerste gestorte frank, gebracht tot op :

1.00 fr. per frank voor de belanghebbenden die zijn geboren van 1 Januari 1855 tot 31 December 1859;

1.50 fr. per frank voor de belanghebbenden die zijn geboren van 1 Januari 1850 tot 31 December 1854;

2.00 fr. per frank voor de belanghebbenden die zijn geboren vóór 31 December 1849.

Chev. DE GHEELINCK D'ELSEGHEM.

J. MAENHAUT.

Eug. STANDAERT.

Alph. VERSTEYLEN.

Em. TIBBAUT.

D^r V. DELPORTE.

